



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2646>

CONTRIBUTION AUX DEBATS DU CDFN de Septembre 2018

- FSU - CDFN Septembre 2018 -



L'École Émancipée

« Droit dans ses bottes ». C'est avec mépris et arrogance qu'Emmanuel Macron a fait face à toutes les difficultés qu'a rencontrées son gouvernement durant l'été et à la rentrée. L'affaire Benalla, la nomination de Besson et celle de Ferrand au perchoir de l'Assemblée ont renforcé l'image d'un président monarque. La démission de Hulot lève le voile sur la nature de sa politique écologique. Le « nouveau monde » sent le rance, et la Macronie ne peut plus se targuer ni de la « modernité », ni du « en même temps » : 31% d'opinions favorables à la rentrée, c'est avec un niveau d'adhésion historiquement faible que le président entame la rentrée. Cela n'ébranle pas le cours des régressions sociales annoncées, mais la fébrilité se fait jour dans sa propre majorité.

E. Philippe, à l'université du Medef fin août, a rappelé l'attachement du gouvernement aux intérêts de l'entreprise et du patronat ; et l'annonce des mesures prévues pour les prochaines semaines s'inscrit dans cette priorité : le « plan pauvreté », déjà repoussé dans le calendrier, ne va pas apporter d'amélioration conséquente pour les populations les plus fragiles mais va, en revanche, les placer « sous contrôle » permanent, l'idéologie libérale à l'oeuvre étant tournée vers les **économies sur le dos de la protection sociale et des plus pauvres**, sur ce que E. Macron appelle un « pognon de dingues » ! La réforme de l'assurance chômage prévoit d'acter la dégressivité des allocations, une mesure supplémentaire pour paupériser les privé-es d'emploi dont plus de la moitié ne touche aucune allocation... Les mesures qui concernent le système de santé ont de quoi inquiéter : envisagées uniquement en termes de coût et de dépenses, elles vont dégrader les conditions de travail des personnels de santé, l'accès au soin de toute la population et négliger la prévention. Enfin, la réforme du système de retraites va mettre l'individualisation au coeur d'un système jusque-là basé sur la solidarité : c'est une régression idéologique, mais c'est aussi et surtout une réforme qui va creuser les inégalités sociales, **renforcer la paupérisation des retraité-es** et briser la solidarité inter-générationnelle. Les différents chantiers entrepris par ce gouvernement ont pour objectif de **briser notre modèle social dans une logique purement libérale** qui profitera exclusivement aux classes dominantes, sans apporter le moindre élément de réponse de la France aux défis écologiques que doit urgemment affronter l'humanité et qui nécessitent de tourner résolument le dos à la doxa de l'enrichissement sans limite.

Crise politique

Les coups pleuvent, les reculs sociaux se succèdent et le gouvernement poursuit sa politique dévastatrice contre les SP, les retraité-es, le modèle social que nous défendons. Pour autant, le système Macron et le fameux « en même temps » ne font plus illusion, et chacun-e juge sur pièces une politique clairement tournée vers le profit des plus riches. La véritable nature de ce gouvernement se révèle, et le président est à un niveau de popularité historiquement bas. La démission de Hulot a révélé à quel point Macron fait allégeance au libéralisme et à une politique incompatible avec la transition écologique et sociale. Cette démission a aussi ajouté à la crise de légitimité qu'il traverse et à un **bilan négatif au plan économique : une croissance plus faible qu'attendue, un taux de chômage qui ne baisse pas... Le gouvernement n'est pas en bonne posture** : E. Macron cherche à prendre appui sur le contexte européen et international, la montée en puissance des partis d'extrême droite et des nationalismes pour s'ériger en gardien de la démocratie et en rempart contre la poussée de la xénophobie et du racisme, et cela en vue des élections européennes. Sa politique nationale d'intégration de l'Etat d'urgence, de chasse des migrant-es et de criminalisation des militant-es solidaires a pourtant bien des points communs avec les dynamiques observées en Europe. Son refus d'organiser l'accueil et la solidarité, symbolisé par le rejet de l'Aquarius, sa volonté de traquer, enfermer et expulser les migrant-es (y compris les mineur-es), comme à Calais ou à la Roya et l'adoption d'une nouvelle loi dans ce sens illustrent la porosité de sa ligne aux thèses sécuritaires et nationalistes qui font florès en Europe actuellement. Par ailleurs, son projet européen est conforme à celui des élites européennes et vise à vider de tout contrôle démocratique les politiques économiques futures, au profit d'un pilotage via des « stabilisateurs automatiques » institutionnalisant l'austérité. Un projet qui n'a rien de commun avec le visage de

progressisme dont il souhaiterait qu'on l'affuble. Ce sont bien ses politiques et ses discours qui contribuent à alimenter le vote frontiste et à poursuivre la banalisation des idées d'extrême droite : bilan social avec l'augmentation programmée des inégalités, stigmatisation des plus fragiles (privé-es d'emploi, allocataires des minima sociaux, travailleur-es étranger-es...), atteintes aux libertés, politique de chasse aux migrant-es, depuis son arrivée au pouvoir. A l'heure où l'Europe connaît un regain de violences racistes et de manifestations allant jusqu'à se réclamer du nazisme, la responsabilité des gouvernant-es est lourde... Plus que jamais le syndicalisme de transformation sociale doit porter haut et fort ses valeurs de solidarité ouvrière internationale et ses revendications basées sur l'égalité des droits.

CAP 22 : les mauvais coups de l'été

La méthode appliquée n'a rien d'original : multiplication des réunions de travail et pourtant, négation du dialogue social puisque les conclusions sont écrites de façon unilatérale. La FSU a eu raison, ainsi que de nombreux autres participants, de quitter le CSE de juillet (sur les ajustements de programmes) pour protester contre la méthode et sur le fond. Quant aux annonces de l'été sur CAP 22, elles n'ont fait que confirmer une orientation déjà connue au printemps : pour la FP, le rapport insiste sur le fait qu'il faut « rationaliser » les moyens de fonctionnement, et déroule sa **vision entrepreneuriale de la gestion de l'Etat**, en appliquant au service public les « recettes » du privé. Des missions de SP seraient donc externalisées, privatisées, afin de réaliser des économies. L'intervention de « managers » qui inciteront les agent-es à la mobilité (choisie ?) et au départ vers le privé va dans le même sens. Le rapport préconise également le recours accru au contrat, la fin du paritarisme, l'individualisation à outrance (en particulier pour les rémunérations, basées sur le « mérite » et la performance évalués par l'utilisateur !). Pour parachever la **liquidation du service public** et tout ce qu'il implique en termes d'égalité, il est même prévu, pourquoi pas, d'en faire payer l'accès directement aux usager-es dans certains cas... Après les mesures prises à l'encontre des agent-es de la FP au cours de l'année passée (jour de carence, hausse CSG, non revalorisation salariale), c'est à présent une déclaration de guerre contre le service public qui vise à transformer en profondeur le fonctionnement solidaire de notre société.

Dans l'éduc, même esprit « d'entreprise »...

Le 2 août, le premier ministre a annoncé les mesures qu'il retenait du rapport pour l'éducation : les propositions ne sont pas toutes nouvelles, loin s'en faut, mais elles sont reprises, même lorsqu'elles n'ont pas fait la preuve de leur efficacité. Défisicalisation des heures supplémentaires (« travailler plus ... »), prime (REP+) au mérite et conditionnée à la réalisation d'objectifs, refonte de la formation des enseignant-es (avec décrochage entre recrutement au primaire et au secondaire et utilisation des Aed comme moyens d'enseignement, sous prétexte de prérecrutements), culture de l'évaluation (qui jalonne la scolarité de l'élève et permette d'évaluer les performances des enseignant-es !), multiplication des postes à profil, etc. La liste n'est pas exhaustive. Toutes les mesures vont dans le sens d'un **recul des garanties collectives et du cadre national** (en matière de pratiques et carrière), d'une mise au pas et d'une caporalisation accrue (menaces sur le statut des directions d'école). Quant au budget 2019, des suppressions de postes sont à nouveau programmées alors que la hausse démographique est bien réelle, ce qui laisse augurer une nouvelle dégradation des conditions de travail et d'études.

Une rentrée chaotique

La crise de recrutement se fait sentir à cette rentrée, des postes ne sont pas pourvus et donnent lieu au recrutement de nombreux-ses précaires. Les effectifs sont très lourds dans les classes, tous niveaux confondus ; hormis les classes dédoublées en REP+, mesure très médiatisée et appliquée à moyens constants, donc au détriment des effectifs des autres classes et des « plus de maîtres... », le nombre d'élèves par classe explose, rendant ainsi les conditions de travail très difficiles. Les modifications des programmes, intervenues en juillet et applicables dès la rentrée, en disent long sur le mépris que ce ministre entretient à l'égard des enseignant-es ; dans la même veine, les

évaluations imposées sans concertation, et dont les résultats ne sont pas directement exploitables par les enseignant-es les dépossèdent de leur expertise pédagogique. Quant aux élèves, le gouvernement affiche un mépris doublé d'une brutalité à travers le sort qui leur est réservé avec Parcoursup : des milliers d'élèves sont resté-es sans solution tout au long de l'été (combien ont fait le choix du privé ?), de nombreux autres sont évincé-es de toute poursuite d'études, faute de place, ou simplement parce qu'ils-elles ont abandonné. « **L'école de la confiance** » a **cédé la place dans les faits à celle de la violence sociale.**

Responsabilité du mouvement syndical

La FSU s'est impliquée dans l'université d'été des mouvements sociaux à Grenoble ; le succès de cette initiative (2200 participant-es) et la jeunesse des participants sont des signes très encourageants qui doivent nous inciter à **poursuivre les initiatives unitaires, intersyndicales, ouvertes aux collectifs, aux associations voire aux forces politiques** afin de mener les campagnes d'opinion et imposer des alternatives au libéralisme.

En cette rentrée sociale, toutes les raisons de lutter contre les mesures annoncées sont réunies, et le mouvement syndical ne peut laisser faire cette entreprise de destruction des acquis sociaux sans amorcer de réaction. Néanmoins, la mobilisation des salarié-es et des agent-es ne va pas de soi, et le mouvement syndical a fort à faire. Il lui revient de s'adresser à la population, de déconstruire la communication du gouvernement pour mettre à jour la nocivité des réformes qu'il entreprend, de convaincre et de mobiliser dans la durée, **car construire l'opposition à ce gouvernement est une nécessité.** D'autant qu'il sort de l'été très affaibli. Le contexte n'est plus celui d'une première année de présidence, pas franchement caractérisée par un état de grâce, mais par l'attentisme d'une partie de la population. Le dévoilement du projet Macron est maintenant amorcé, nous devons nous saisir des occasions pour l'amplifier.

Il nous faut réfléchir à un plan d'actions dans la durée, à la stratégie syndicale à adopter, à la façon de **privilégier le travail en continu avec les organisations de lutte et de transformation sociale.** Dans cette optique, le travail initié entre la FSU, la CGT, Solidaires et les orgas de jeunesse autour d'un corpus revendicatif commun est important et ce cadre unitaire doit être préservé.

Le 9 octobre, c'est le jour de lancement de la **rentrée sociale, l'occasion d'enclencher une mobilisation** qui permette de donner une traduction au mécontentement ressenti par la population à l'encontre des politiques en place. Nous pouvons regretter que l'élaboration commune n'ait pas présidé à la décision de cette journée d'action interpro, ni au sujet de la date ni du contenu, et qui s'est donc trouvée « plantée » dans le paysage, sans suite programmée. Ce ne sont pas les meilleures conditions pour favoriser l'unité et l'engagement dans l'action ce jour-là. Néanmoins, cette journée existe. Elle « tombe » bien, à un moment où le président est au plus bas dans les sondages, et où **la crise sociale peut accentuer encore la crise politique et contribuer à affaiblir le gouvernement**, et donc à contrer ses orientations, et à rendre plus audibles nos propositions :

- ▶ Il nous faut **faire campagne** et alerter nos collègues sur la nature des réformes engagées : la grève et la mobilisation sont un excellent moyen de convaincre et de redonner espoir.
- ▶ Il nous faut faire connaître nos revendications et les alternatives à cette politique : la journée du 9 nous permet d'alimenter **la plateforme** avec les revendications qui nous sont propres, **au plus près des collègues**, en rappelant nos exigences **pour la fonction publique et les retraites.**
- ▶ Il nous faut **construire le mouvement social sur la durée** : appeler à la grève le 9 nous permet de profiter d'une dynamique qui existe et d'**enclencher le processus de mobilisation.**

- ▶ Il nous faut « **apparaître** » à la **veille des élections professionnelles** : en appelant à participer à la journée du 9, la FSU apparaîtra **du côté du syndicalisme de lutte**.

Enfin, l'arc syndical des appelants à la grève le 9 (y compris les organisations de jeunesse) doivent permettre à cette journée de **marquer la rentrée sociale** : la FSU doit s'inscrire dans cette démarche, contribuer à l'unité pour renforcer les chances de **faire de cette journée une réussite**. Forts de cette première journée, les partenaires du syndicalisme de transformation sociale auront alors les coudées franches pour envisager la suite : travailler un plan d'action dans la durée, engager un travail commun pour protester d'une même voix contre les orientations libérales à l'oeuvre, rassembler l'opposition pour peser sur les choix du gouvernement, et lutter contre les mesures annoncées (retraites...).